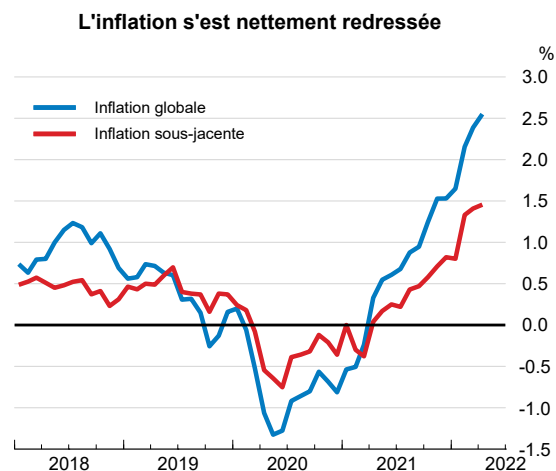


# Suisse

Le PIB devrait croître de 2.5 % en 2022 et de 1.3 % en 2023. Le ralentissement de la demande lié à la guerre en Ukraine freinera la croissance des exportations et de l'investissement. La consommation sera soutenue par l'amélioration continue de la situation du marché du travail et une baisse du taux élevé d'épargne. La hausse des prix de l'énergie et des biens affectés par les goulets d'étranglement au niveau de l'offre pèsera sur la croissance et portera l'inflation globale au-dessus de la fourchette retenue comme objectif par la Banque nationale suisse, puisqu'elle s'établira à 2.5 % en 2022, avant de refluer à 1.8 % en 2023.

L'orientation de la politique monétaire est appropriée, dans la mesure où les anticipations d'inflation à long terme demeurent ancrées et les entrées de capitaux en quête de placements refuges soutiennent le franc suisse. Les autorités devraient continuer de renforcer la politique macroprudentielle. Elles devraient poursuivre l'assainissement des finances publiques, tout en adoptant des mesures ciblées pour faire face à l'afflux de réfugiés. Il faudrait accélérer les réformes structurelles pour favoriser l'intégration sur le marché du travail, lever les obstacles à la concurrence, améliorer la durabilité environnementale et renforcer la sécurité énergétique.

## Suisse



1. Le PIB est corrigé des effets des grandes manifestations sportives internationales, car celles-ci peuvent avoir un impact significatif sur le PIB suisse, mais n'ont pas lieu tous les ans, ce qui complique l'analyse du cycle économique.

Source : Secrétariat d'État à l'économie (SECO) ; et Refinitiv.


## Suisse : Demande, production et prix

|  | 2018                                 | 2019  | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|--------------------------------------|---|------|------|------|------|
|  | Prix courants<br>milliards de<br>CHF | Pourcentage de variation, en volume<br>(prix de 2015) |      |      |      |      |
| <b>Suisse</b>  |                                      |   |      |      |      |      |
| <b>PIB aux prix du marché</b>                                | 719.7                                | 1.2   | -2.5 | 3.7  | 2.5  | 1.3  |
| Consommation privée  | 372.2                                | 1.4   | -3.7 | 2.6  | 3.1  | 0.8  |
| Consommation publique  | 79.9                                 | 0.7   | 3.5  | 4.0  | 2.7  | 0.8  |
| Formation brute de capital fixe                              | 184.0                                | 0.6   | -1.7 | 3.4  | 0.2  | 1.1  |
| Demande intérieure finale                                    | 636.1                                | 1.0   | -2.3 | 3.0  | 2.2  | 0.9  |
| Variation des stocks <sup>1</sup>                            | - 6.0                                | 0.7   | 1.3  | -3.8 | 0.7  | 0.0  |
| Demande intérieure totale                                    | 630.1                                | 1.9   | -0.8 | -1.2 | 3.0  | 0.9  |
| Exportations de biens et services                            | 476.6                                | -0.8  | -6.4 | 12.8 | 6.0  | 2.0  |
| Importations de biens et services                            | 387.0                                | -0.2  | -4.4 | 5.8  | 7.7  | 1.6  |
| Exportations nettes <sup>1</sup>                             | 89.6                                 | -0.4  | -1.8 | 4.9  | -0.1 | 0.6  |
| <i>Pour mémoire</i>  |                                      |   |      |      |      |      |
| Déflateur du PIB   | —                                    | -0.1  | -0.5 | 1.4  | 2.4  | 1.4  |
| Indice des prix à la consommation                            | —                                    | 0.4   | -0.7 | 0.6  | 2.5  | 1.8  |
| IPC sous-jacent <sup>2</sup>                                 | —                                    | 0.4   | -0.3 | 0.3  | 1.7  | 1.2  |
| Taux de chômage (% de la population active)                  | —                                    | 4.4   | 4.8  | 5.1  | 4.7  | 4.6  |
| Taux d'épargne nette des ménages<br>(% du revenu disponible) | —                                    | 17.4  | 23.1 | 21.5 | 18.7 | 17.9 |
| Solde financier des administrations publiques (% du PIB)     | —                                    | 1.3   | -2.8 | -0.8 | 0.4  | 1.2  |
| Dette brute des administrations publiques (% du PIB)         | —                                    | 39.5  | 43.1 | 40.7 | 41.2 | 40.6 |
| Balance des opérations courantes (% du PIB)                  | —                                    | 5.4   | 2.8  | 9.3  | 7.1  | 7.2  |

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/7myuta>

## La croissance a ralenti

Le PIB réel a dépassé son niveau d'avant la pandémie au troisième trimestre de 2021 puis la croissance s'est poursuivie, quoique à un rythme plus lent. La confiance des consommateurs s'est nettement dégradée en avril, tandis que le niveau de l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier reste élevé, tout comme le taux d'utilisation des capacités. La situation du marché du travail a continué de s'améliorer, le nombre de chômeurs ayant diminué et le nombre de vacances d'emploi ayant augmenté. Après plus d'une décennie de faible inflation, le taux d'inflation globale a atteint 2.5 % en avril 2022, principalement sous l'effet du renchérissement de l'énergie et des biens importés affectés par les goulets d'étranglement observés au niveau de l'offre. L'inflation sous-jacente a elle aussi augmenté pour s'établir à 1.5 % en avril, bien que l'inflation dans le secteur des services ait reflué à 1.2 %. Les anticipations d'inflation à moyen terme, qui se situent aux alentours de 1.6 %, s'inscrivent dans la fourchette retenue comme objectif par la Banque nationale suisse.

Bien que la Suisse entretienne des liens économiques directs limités avec la Russie et l'Ukraine, son économie pâtit de l'affaiblissement de la croissance mondiale et du climat d'incertitude, qui a entraîné une appréciation du franc suisse. Les importations de gaz naturel représentent 15 % de la consommation finale d'énergie en Suisse. Afin de garantir les approvisionnements pour l'année prochaine, le Conseil fédéral a pris les dispositions nécessaires pour que l'industrie gazière suisse puisse obtenir rapidement du gaz naturel, du gaz naturel liquéfié (GNL) et des capacités de stockage supplémentaires. Environ 51 000 réfugiés ukrainiens (0.6 % de la population) sont arrivés en Suisse depuis le début de la

guerre. Les autorités suisses ont activé un statut de protection spécial pour les réfugiés, qui leur permet de bénéficier d'un permis de séjour et leur donne droit à un hébergement, des prestations sociales et des soins médicaux.

## **La politique monétaire reste accommodante, mais la politique budgétaire se durcit**

La Banque nationale suisse a maintenu ses taux d'intérêt à -0.75 % lors de sa réunion de mars 2022 et reste disposée à intervenir sur le marché des changes pour éviter toute appréciation indésirable de la monnaie nationale. Étant donné que l'inflation sous-jacente se situe dans la fourchette cible et que le franc suisse subit des tensions à la hausse, les taux directeurs devraient rester inchangés. La banque centrale suisse devrait toutefois surveiller de près les perspectives d'inflation et commencer à normaliser les taux d'intérêt, le cas échéant. En raison du fort dynamisme du marché immobilier, le Conseil fédéral a décidé de réactiver, à partir de septembre 2022, le volant anticyclique sectoriel de fonds propres et de le porter à 2.5 % des positions pondérées en fonction des risques garanties par des gages immobiliers sur les propriétés résidentielles situés en Suisse. Le gouvernement a continué de réduire les aides budgétaires liées à la pandémie de COVID-19 sur fond d'amélioration de la situation sanitaire et économique. La Suisse devrait enregistrer en 2022 un excédent budgétaire, qui devrait augmenter de 1.2 point de PIB en 2023.

## **La guerre a assombri les perspectives de croissance**

La croissance du PIB réel devrait se modérer pour s'établir à 2.5 % en 2022 et à 1.3 % en 2023, compte tenu du ralentissement de la demande intérieure et de l'impact négatif de la guerre en Ukraine sur la croissance mondiale. Malgré un fléchissement, la croissance des exportations manufacturières devrait rester positive sur la période considérée et, conjuguée au faible coût du capital, tirer l'investissement vers le haut. Une baisse progressive du taux élevé d'épargne des ménages devrait soutenir la consommation privée au cours des deux prochaines années. Le renchérissement de l'énergie et les goulets d'étranglement au niveau de l'offre freineront la croissance et devraient porter l'inflation globale à 2.5 % en 2022 et à 1.8 % en 2023, à l'intérieur de la fourchette retenue comme objectif par la banque centrale. Un prolongement des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales pourrait toutefois entraîner une hausse plus marquée de l'inflation et une baisse de l'activité.

## **La politique budgétaire devrait continuer à favoriser une croissance inclusive et à soutenir la transition écologique**

Le gouvernement dispose d'amples marges de manœuvre budgétaires lui permettant de continuer à soutenir les personnes et les entreprises les plus durement touchées par la crise liée au COVID-19. Compte tenu des incertitudes considérables qui entourent la guerre en Ukraine, les autorités devraient se tenir prêtes à augmenter les dépenses liées à l'afflux de réfugiés pendant que le processus d'assainissement prévu se poursuit. Promouvoir l'intégration de catégories sous-représentées sur le marché du travail contribuerait à soutenir la reprise et à améliorer l'inclusivité. Il conviendrait par ailleurs de surveiller étroitement les risques financiers liés au marché immobilier. Une amélioration de la durabilité environnementale de la consommation et de la production contribuerait à accélérer la transition vers une économie neutre en gaz à effet de serre. Des investissements supplémentaires dans les énergies renouvelables et la mobilité permettraient en outre de réduire la dépendance à l'égard des marchés du gaz et du pétrole et de renforcer la sécurité énergétique.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Suisse », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/1ce932d5-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.